



Visite d'une délégation d'UIHJ au royaume du Swaziland (12 et 13 février 2006)

Possibilité du recouvrement des dettes par les Sheriffs

La délégation comprenait le premier vice-président de l'UIHJ, Leo Netten, Johan Fourie, membre du bureau de l'UIHJ, et Robbie Schilz, délégué permanent pour l'Afrique australe de l'UIHJ.

La délégation a d'abord rencontré l'association des Sheriffs et messagers de la cour du royaume du Swaziland, et était très heureuse de noter la présence de dix-huit Sheriffs les vingt-sept que compte le royaume du Swaziland. Ce fut l'occasion d'informer les membres de l'association de la structure et de la mission de l'UIHJ. Des précisions ont été apportées par les trois délégués, en utilisant comme plateforme principale les résolutions prises à la conférence de Pretoria pendant le février 2005 (Voir la rubrique Afrique du Sud sur notre site).

Les délégués étaient très intéressés par la possibilité de recouvrement des dettes par les Sheriffs, et cet aspect particulier sera étudié par l'association.

Traités d'Ohada et convention de La Haye sur la signification des actes en matière internationale

Il a été également question du Traité d'Ohada et de la convention de La Haye de relative à la signification des actes en matière internationale.

Le président de l'association des Sheriffs et messagers de la cour du Royaume du Swaziland, Martin Akker, a exprimé sa gratitude envers Leo Netten pour la visite et l'occasion donnée aux shérifs du Swaziland d'être en contact avec une délégation internationale.

Ensuite la délégation s'est rendue à la Haute cour du Swaziland, où une réunion s'est tenue sous la présidence de l'honorable juge en chef Jacobus P. Annandale, à laquelle ont assisté les dignitaires suivants :

- 1) Juge en chef Annandale
- 2) Leo Netten
- 3) Johan Fourie
- 4) Robbie Schilz
- 5) Martin Akker - Sheriff de la zone de Manzini et Président de l'association des Sheriff et messagers de la cour du royaume du Swaziland
- 6) Zandile Matse - avocat-conseil parlementaire, royaume du Swaziland
- 7) SN Dlamini - conservateur de la Haute cour
- 8) Flora Dube - Sheriff - zone de Hhohho et trésorier de l'Association de Sheriffs et messagers de la cour du royaume du Swaziland
- 9) Maswazi Nsibandé - secrétaire de l'association de l'Association de Sheriffs et messagers de la cour du royaume du Swaziland
- 10) Sabelo Masuko - secrétaire de la société juridique du Swaziland
- 11) Siboniso Masilela - secrétaire principal temporaire au ministère de la Justice du royaume du Swaziland

Une délégation d'UIHJ a visité le royaume du Swaziland et, après une réception informelle, a été accueillie par l'association des Sheriffs et messagers de cour du Swaziland le 12 février 2006, à laquelle a participé le Sheriff en chef du royaume du Swaziland, ont effectué une visite officielle le 13 février 2006.

Activités universelles de l'UIHJ

Le juge en chef a souhaité la bienvenue aux participants et a prié Leo Netten de dire quelques mots sur la visite de la délégation de l'UIHJ.

Leo Netten a esquissé rapidement les activités universelles de l'UIHJ, en rappelant que cette organisation a été créée en 1952. Le premier vice-président de l'UIHJ s'est étendu sur l'expansion de l'UIHJ, au travers notamment l'incorporation d'anciens pays de l'Est, mais également sur les contacts avec d'autres continents, par exemple l'Extrême-Orient.

Il a souligné sur la nécessité pour les Sheriffs de répondre aux demandes des organisations internationales et des investisseurs et banquiers, en terme de sécurité juridique, laquelle incluse la règle de droit et l'exécution des décisions de justice.

Leo Netten s'est également référé aux résolutions prises lors la conférence de Pretoria en février 2005.

Johan Fourie a poursuivi en faisant référence à la structure mise en place par l'Ohada et à la possibilité du Traité de trouver une application aux pays de la zone Sadec. Les participants ont retenu de la réunion que ceci pourrait être considéré à l'occasion d'une étape future.

Le délégué permanent pour l'Afrique australe a alors traité la convention de La Haye de 1965, et il est unanimement décidé qu'il serait dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice mais également le milieu des affaires, que le royaume du Swaziland adhère à la Conférence de La Haye de droit international privé et ratifie la convention de 1965. Lors de la discussion de dernier point, on aura noté la présence du Juge en chef, en rapport avec le premier secrétaire du ministre de la Justice.

Pratique des shérifs au Swaziland

Il a ensuite été évoqué les fonctions des Sheriffs du Swaziland et la délégation a pris note que les Sheriffs du Swaziland ont été créés par une loi de 1902 (loi n°17), comportant seize paragraphes sur deux pages et demi et établissant des règles très basiques relatives à la nomination des Sheriffs et aux procédures d'exécution en matière civile.

Il est apparu à l'ensemble des participants qu'aujourd'hui, cette loi était obsolète et devait être réformée après une prise en compte des exigences actuelles. A l'issue des discussions, il a été décidé de créer un comité chargé d'étudier la question.

Après une intervention du Conservateur de la Haute cour, il a été décidé de former une entité intitulée « Comité consultatif du Conservateur concernant la révision des lois du Swaziland sur la nomination, le règlement et l'administration des agents d'exécution en matière civile ».



Aide de l'UIHJ

Les participants ont alors demandé de l'aide à l'UIHJ et il a été convenu que Johan Fourie et Robbie Schilz consulteraient le Comité consultatif. Le Comité consultatif devrait formuler des propositions en vue de réformer la législation se référant au service et à l'exécution des décisions de justice, et également mettre en place une structure destinée à réfléchir sur la communication ainsi que sur la discipline.

Les représentants de l'UIHJ ont ensuite été invités à formuler des propositions dans les semaines à venir, à la suite de quoi on se réunirait à Mbabane, la capitale du royaume du Swaziland, siège de la Haute cour. A la demande du Chef de la justice, il a été décidé qu'un compte-rendu serait présenté au ministère de la Justice vers la fin août 2006, approuvé par toutes les personnes ayant participé à cette première réunion.

La séance était alors levée après que les participants et particulièrement à la délégation de l'UIHJ aient été remerciés.



Visit of a UIHJ delegation to the Kingdom of Swaziland (12 & 13 February 2006)

An UIHJ delegation visited the Kingdom of Swaziland, and after an informal reception hosted by the Swaziland Association of Deputy Sheriffs and Messengers of Court on the 12th February 2006, which function was also attended by the Chief Justice of the Kingdom of Swaziland, commenced with the official visit on Monday the 13th February 2006.

Possibility of debt collection by Sheriffs

The delegation consisted of the First Vice-President of the UIHJ, Leo Netten, Board Member Johan Fourie, and Robbie Schilz the permanent delegate for Southern Africa of the International Union of Sheriffs and Judicial Officers.

The delegation first met with the Association of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court, in the Kingdom of Swaziland, and was very pleased to note the presence of eighteen practicing Deputy-Sheriffs, out of a total in the Kingdom of Swaziland of twenty-seven. The occasion was used to inform the members of the Swazi Institute in regard to the structure and mission of the UIHJ, and contributions were made by the three delegates, using as a main platform the resolutions taken at the Pretoria Conference during February 2005.

The delegates were very interested in the possibility of debt collection by Sheriffs, and this particular aspect will be followed up by the Swazi Association.

Ohada treaties and The Hague Convention on the cross border service of civil process

Note was also taken of the Ohada Treaty, and the 1965 Hague convention on cross border service of civil process.

The Chairman of the Swazi Association, Sheriff Martin Akker, expressed his gratitude towards Leo Netten for the visit and the opportunity of the Sheriffs in Swaziland to be exposed to an international delegation.

Thereafter the delegation proceeded to the High Court in Swaziland, where a meeting was held under Chairmanship of the Honourable the Chief Justice Jacobus P Annandale, and which meeting was attended by the following dignitaries:

- 1) Chief Judge Annandale
- 2) Leo Netten
- 3) Johan Fourie
- 4) Robbie Schilz
- 5) Martin Akker - Deputy Sheriff of the District of Manzini and Chairman of the Association of Deputy Sheriffs and Messengers of Court of the Kingdom of Swaziland
- 6) Zandile Matse - Parliamentary Counsel, Attorney – General's Chambers, Kingdom of Swaziland
- 7) SN Dlamini – Registrar of the High Court



- 8) Flora Dube – Deputy Sheriff – District of Hhohho and Treasurer of the Association of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court in the Kingdom of Swaziland
- 9) Maswazi Nsibande – Secretary of the Association of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court in the Kingdom of Swaziland
- 10) Sabelo Masuko – Secretary of the Law Society of Swaziland
- 11) Siboniso Masilela – Acting Principal Secretary to the Ministry of Justice in the Kingdom of Swaziland

Universal activities of the UIHJ

The Chief Justice welcomed those present and requested Leo to proceed with an introduction in regard to the visit by the UIHJ delegation.

Leo Netten shortly sketched the universal activities of the UIHJ, as also how it was formed in 1952 and also referred to the expansion to and incorporation of former eastern European Countries as also contact on other continents, for example the Far East.

He stressed the necessity for Sheriffs to meet the demands of global organizations and that investors and bankers demanded effective legal systems, to include rule of Law and enforcement of orders of Court.

Leo Netten also referred to the resolutions taken at the Pretoria Conference during February 2005.

Johan Fourie continued and referred to the structure of Ohada and the possibility of the Treaty been extended to the Sadec Countries. The meeting thought that this could be considered at a much later stage.

The permanent delegate for Southern Africa then dealt with the 1965 Hague Convention, and the meeting unanimously accepted that it would be in the interests of service delivery to the legal profession as also to the public and the business community, for the Kingdom of Swaziland to join the Hague Conference and to confirm or ratify the 1965 Hague Convention. This specific item would be further attended to by the Chief Judge in consultation with the principal Secretary to the Ministry of Justice.

Practice of Sheriffs in Swaziland

The meeting then confined itself to the practice of Sheriffs in Swaziland, and the delegation noted that the Sheriffs acted in terms of the Sheriff's Act 17 of 1902 of Swaziland, which Act consists of sixteen paragraphs, covering two and a half A4 pages, and having very basic rules in regard to the appointment of Sheriffs and the manner in which civil process should be dealt with in regard to service and execution.

It was obvious to those present that the tenets of Act 17 of 1902 of Swaziland where totally inadequate in the present day, and it was agreed that the situation should be reviewed.

Resulting from the discussions, forming a committee, to take the matter further, was discussed.

After input by the Registrar of the High Court it was decided to form a body to be known as the "Registrar's Advisory Committee relating to the revision of the Laws of Swaziland on the appointment, regulation and administration of Civil Law Enforcement Officers".

Assistance from the UIHJ

The meeting then requested the UIHJ for assistance and it was agreed that both Johan Fourie and Robbie Schilz would consult to the Advisory Committee. The Advisory Committee would put forward proposals in regard to Rules referring to service and execution of civil process and orders of court, and would also consider a structure to meet the absolute necessity for a channel of communication and action in regard to disciplinary matters.

The meeting then requested the UIHJ representatives to come forward with proposals and draft documents within the ensuing five weeks, where after the role-players would further meet in Mbabane, the capital of the Kingdom of Swaziland and seat of the High Court, and the meeting also accepted a request from the Honorable Chief Justice that a comprehensive report be presented to the Ministry of Justice by the end of August 2006, supported by all the bodies and departments present at this inaugural meeting.

The meeting was then closed with a vote of thanks to those present and especially the UIHJ delegation.

In memoriam

Nous avons appris avec tristesse le décès de notre très respecté confrère Shiyumhlaba Dlamini, président de l'Association des

Sheriffs du Swaziland, survenu au cours de l'été. Nous adressons à sa famille et à ses proches nos sincères condoléances.

We learnt with sadness the death from our very honourable colleague Shiyumhlaba Dlamini, president of the Association of the Sheriffs of Swaziland, which has occurred during the summer. We address to his family and her close relations our sincere condolences.

